

le 1er mai 1890 à l'appel de la 2ème Internationale ouvrière, les travailleurs et leurs syndicats manifestent dans le monde entier pour leurs revendications, en particulier la journée de 8 h. et pour la liberté, en souvenir de la répression contre les ouvriers de Chicago en 1886.

Les conditions de vie des travailleurs sont alors particulièrement dures:

- chômage
- salaires de misère
- journée de travail de 11 h. et plus
- mortalité infantile 4 fois plus élevée dans les taudis ouvriers que dans les quartiers riches
- absence de toute assurance sociale.

En un siècle, des améliorations ont été conquises par le mouvement syndical: élévation du niveau de vie et d'instruction, diminution de la durée du travail, extension des droits des citoyens, reconnaissance des syndicats et création des assurances sociales.

En Suisse, la principale diminution de la durée légale du travail a été obtenue par la grève générale de 1918 et l'assurance vieillesse a été créée en 1948, au lendemain de la seconde guerre mondiale.

La société capitaliste a connu des mutations considérables avec le développement de la consommation de masse et des moyens de communication qui ont transformé les modes de vie.

Pourtant des problèmes fondamentaux ne sont pas résolus et le risque d'une régression existe. La question de la survie de l'humanité est posée par le type de développement actuel.

Ce 100e anniversaire coïncide avec l'effondrement des régimes dits socialistes des pays de l'Est, qui marque l'échec d'un modèle bureaucratique et autoritaire.

- omniprésence de l'Etat dans la vie économique, sociale et politique
- étouffement des libertés et répression des opinions non-conformes
- oppression de la majorité par la nomenklatura qui jouissait de tous les privilèges, exerçait un contrôle exclusif sur l'Etat et le parti unique
- pénurie organisée pour la majorité de la population.

Dans le passé, les media occidentaux ont souvent assimilé au modèle des pays de l'Est toute pensée critique à l'égard du modèle capitaliste occidental.

Aujourd'hui, ces mêmes media développent une campagne forcenée pour nous persuader que le capitalisme représente désormais l'horizon indépasseable pour l'humanité et que les rapports marchands sont synonymes de démocratie, liberté et droits de l'homme.

Il convient donc de rappeler quelques vérités:

Actuellement, 50% des échanges de biens et service sur le

marché mondial sont contrôlés par les multinationales capitalistes, qui n'ont pas précisément pour finalité première la liberté, la démocratie ou le bien-être des populations.

Les pays qui pratiquent un libéralisme économique pur et dur sont aussi les Etats les plus autoritaires par ex. la Grande-Bretagne de Mme Thatcher qui n'est certainement pas un modèle du point de vue des libertés syndicales et démocratiques et prétend maintenant introduire un impôt selon lequel les individus pauvres paieront autant sinon plus que les riches!

Aujourd'hui, plus aucun gouvernement dans les pays environnants ne parle de résoudre le chômage.

Dans une situation d'euphorie économique des millions de personnes demeurent sans emploi.

Le développement du chômage de longue durée, qui frappe les travailleurs âgés et aussi les jeunes, est considéré comme une "fatalité naturelle". En France, 1 million de chômeurs, soit 40% du total, sont au chômage depuis plus d'un an.

Le marché exclue de plus en plus de personnes de l'emploi salarié, non parce que les besoins fondamentaux de la population sont satisfaits - au contraire, ceux-ci ne sont plus assurés pour tous dans les pays industrialisés - mais parce que dans les conditions de productivité des technologies nouvelles et de concurrence entre les capitaux sur le plan mondial, le rétrécissement des besoins solvables limite les possibilités de produire avec profit.

Des millions de personnes dont l'activité pourrait être utile à la communauté sont ainsi évincées, et parfois privées de tous moyens de subsistance, parce que nous vivons dans une économie fondée sur le profit et non sur la satisfaction des besoins humains.

Parce que dans ce système les hommes et les femmes sont eux-mêmes une marchandise qui doit trouver preneur parmi ceux qui possèdent le capital pour disposer d'un salaire.

Qui n'a pas d'argent est supposé sans besoins et donc exclu ou marginalisé par la loi du marché. Celle-ci est fondée sur la compétition et l'exclusion de l'autre, à tous les niveaux, que ce soit les pays, les entreprises ou les individus.

Chacun doit écraser l'autre pour se faire sa place au soleil.

Dans les idées en vogue, il y a les gagnants et les autres.

Ce mode de vie implique l'appauvrissement de toutes les relations humaines et sociales et engendre un stress permanent.

Dans nos sociétés, le sur-développement engendre la pénurie et la précarité et l'on constate partout une montée de la pauvreté.

En Suisse même, dans l'un des pays les plus riches de la planète, on compte 400.000 personnes qui ne disposent pas du minimum vital de 12.000.- par an.

Le fossé entre les pays industrialisés et les pays du Tiers-Monde ne cesse de s'accroître. La famine et la malnutrition sévissent alors que l'humanité dispose largement des moyens de résoudre ces problèmes. 15% de la population mondiale consomme 85% des ressources du globe.

Le marché tue et condamne des millions d'êtres à la sous-alimentation: 500 millions de personnes souffrent de malnutrition et 300.000 meurent chaque semaine, tandis que 350 millions de tonnes de céréales restent stockées dans les pays riches et que l'aide alimentaire n'a jamais dépassé 10 millions de tonnes par an.

Des cultures vivrières qui permettraient de nourrir la population locale sont éliminées au profit de produits destinés au marché mondial, quand ce n'est pas pour nourrir le bétail destiné aux consommateurs des pays du Nord.

Le marché implique une sous-évaluation permanente des matières premières produites dans les pays du Sud dont les cours chutent, (alors que les pays du Nord élaborent des produits de substitution.)

Il exclue ou marginalise de plus en plus les pays du Sud ou les condamne à la cure d'austérité générale pour rembourser leurs dettes. Et ce phénomène risque de s'amplifier avec l'ouverture des pays de l'Est.

La Suisse participe à ce pillage des pays du Tiers-Monde, notamment par son rôle de blanchissage d'argent sale, de refuge pour les capitaux du Tiers-Monde, de paradis fiscal, ou le financement du régime raciste de l'Afrique du Sud.

Le développement de notre mode de production et de consommation conduit à une destruction accélérée de notre environnement naturel

- pollution de l'eau, de l'air et du sol
- contamination des plantes et des animaux donc de nos aliments
- mort des forêts régulatrices
- destruction de la couche d'ozone
- urbanisme désordonné
- désertification de régions entières
- danger nucléaire

Avec toutes les conséquences que cette évolution désastreuse peut avoir sur la santé des humains et spécialement des générations futures. Chacun se souvient des catastrophes de Seveso, Bhopal, Schweizerhalle, et Tchernobyl!

Avec 8% de la population mondiale, les pays industrialisés sont responsables de 75% de la pollution du globe mais exportent encore leurs déchets vers les pays du Sud.

#### Société à 2 vitesses

De plus en plus, on va vers une économie duale avec des travailleurs relativement protégés là où les syndicats sont forts et des secteurs où prédominent les conditions de travail précaires là où ils sont faibles.

On compte en Suisse entre 120 et 180.000 travailleurs clandestins dans le bâtiment, l'hôtellerie, la restauration, le nettoyage, l'agriculture. Les horaires de travail sont abusifs. Ces travailleurs n'ont aucun droit et pour la plupart aucune protection sociale ni assurance contre les accidents ou la maladie!

Dans des secteurs comme la vente, les soins corporels, les maisons pour personnes âgées, les crèches, l'hôtellerie etc. les salaires sont scandaleusement bas.

La majorité de ces salariés sont des femmes. Une personne ayant charge de famille ne peut subsister avec de tels salaires et doit s'adresser à l'assistance.

Les formes de travail précaires s'étendent:

- petits boulots, travail intérimaire, travail à domicile, contrats à durée déterminée, contrats renouvelables chaque année,
- toutes formes d'organisation du travail dans lesquelles la protection et la sécurité des travailleurs n'est souvent plus assurée et il s'agit généralement des travailleurs déjà les plus vulnérables (femmes, jeunes, immigrés).

Le projet de révision de la loi fédérale sur le travail s'inscrit dans ce contexte: il répond exclusivement aux exigences patronales d'emploi souple de la main-d'œuvre et supprime des éléments importants de la protection des travailleurs (suppression de l'interdiction pour les femmes du travail de nuit et du dimanche: possibilité de déroger aux normes légales vers le bas).

Ce projet de révision ne prévoit aucune notion nouvelle telle que protection de la personnalité, droit de décision des travailleurs dans les entreprises, formation continue, amélioration de la santé des travailleurs, etc.

Pour toutes ces raisons il doit être rejeté.

Logement: les loyers des logements sociaux deviennent inaccessibles pour de nombreux travailleurs, (en particulier les travailleurs du bâtiment qui les construisent.)

Les hausses successives des taux hypothécaires imposées par les banques sont répercutées mécaniquement sur les loyers par des propriétaires qui n'ont jamais répercuté les baisses.

La spéculation sur les terrains et les immeubles prime sur le droit au logement.

Des milliers de logements sont laissés délibérément vides à des fins spéculatives en pleine période de crise du logement.

Les autorités ne prennent aucune mesure sérieuse pour faire face à cette situation, si ce n'est un bonus-loyer qui n'est qu'une forme déguisée de subventions aux milieux immobiliers, ce qui les encouragera encore à augmenter les loyers.

#### Les libertés syndicales,

font partie des libertés démocratiques fondamentales et sont remises en question:

Certains employeurs jouent la carte de la marginalisation, voire de l'élimination des syndicats de l'entreprise. Sous couvert de "culture d'entreprise", ils ne tolèrent aucune critique donc aucune expression des intérêts des travailleurs dans l'entreprise.

Des entreprises, comme dans la vente, refusent toute reconnaissance des syndicats et répriment la moindre tentative de s'organiser syndicalement.

D'autres tentent de décapiter les syndicats. Depuis 1987, à Genève, 3 présidents de sections syndicales ou de commissions d'employés ont été licenciés sous de faux prétextes.

Après 4 semaines de grève, et un blocus de l'entreprise, les travailleurs de la Tribune ont obtenu la réintégration du délégué élu des travailleurs jusqu'à droit jugé.

Cette grève a mis en évidence le caractère rétrograde du droit suisse qui ne protège pas les responsables syndicaux contre les licenciements abusifs. Le président de la section zurichoise du syndicat du livre et du papier, licencié il y a un an par le Tages-Anzeiger a reçu une indemnité mais il est toujours au chômage. C'est un cas flagrant d'interdiction professionnelle!

Le jugement par le Tribunal Fédéral du cas de Claude Reymond délégué syndical à la Tribune doit être l'occasion d'une campagne pour la promotion des droits syndicaux et pour une réforme de la loi suisse en la matière.

La dissolution des liens sociaux et des identités, la peur de l'avenir qu'engendrent les forces du marché alimentent les nationalismes, la xénophobie, le racisme et la désignation de boucs émissaires sur lesquels fixer et détourner la responsabilité de tous les maux, comme on l'a vu en Suisse, avec le Front patriotique qui attaque physiquement les candidats à l'asile à Zoug avec l'appui tacite de la police.

Les fichiers et la surveillance policière de centaines de milliers de personnes, considérées comme des ennemis potentiels intérieurs, obéissent à la même logique.

C'est pourquoi maintenant, le syndicalisme et toutes les forces progressistes doivent se déterminer sur un projet de société qui corresponde aux moyens technologiques dont nous disposons aujourd'hui et permette de répondre aux problèmes sociaux qui se posent.

Ce projet de société doit être une alternative claire par rapport à la logique du marché et la primauté du profit et aussi par rapport au pouvoir de l'argent, archi-dominant dans notre société.

La recherche de l'égalité doit être aussi un but essentiel. Un tel projet s'inscrit dans une perspective internationaliste.

Dans l'immédiat, on peut avancer quelques axes:

1. Droit au travail pour tous

Création d'emplois correspondant à des besoins sociaux, et non en fonction du profit des entreprises. Le fond de chômage pourrait être utilisé dans ce but.

2. Les besoins élémentaires doivent être satisfaits en priorité alimentation, habillement, logement, droit à la santé et à l'instruction. Leur satisfaction doit être soustraite au marché si nécessaire.

3. Définition de changements radicaux dans les rapports Nord-Sud pour inverser les logiques désastreuses aujourd'hui dominantes.

4. Redéfinition d'un modèle de société qui préserve la qualité de la vie et l'environnement naturel. Adoption de mesures immédiates préservant la santé de la population. Dans ce sens, il sera nécessaire de soutenir à l'automne les initiatives anti-nucléaires qui seront soumises en votation.

5. Amélioration des conditions de travail et de salaire dans tous les secteurs où règne le travail précaire. La législation doit être améliorée dans ce but.

6. Révision de la loi sur le travail

pour améliorer la protection de tous, réduire la durée légale et conventionnelle du travail et supprimer toutes les exceptions à la norme qui permettent tous les abus en matière d'horaire et d'heures supplémentaires.

7. Développement de la démocratie sur le plan politique, et sur les lieux de travail dans le secteur privé ou public.

- Droit de vote et d'éligibilité pour les centaines de milliers de travailleurs immigrés et leurs familles qui vivent ou travaillent et paient des impôts comme tous les autres membres de la communauté. On ne pourra pas parler de démocratie en Suisse tant qu'un tiers des travailleurs seront privés de tout droit politique.

- Politique d'asile ouverte, tolérante et respectueuse des droits des requérants

- Reconnaissance de la liberté d'opinion et aussi du droit d'opposition. Suppression de la surveillance illégale des personnes qui exercent leurs droits démocratiques et syndicaux.

- Protection des délégués syndicaux élus par les travailleurs

- Droit des travailleurs et de leurs syndicats de négocier les question d'organisation du travail, finalité de la production, introduction de nouvelles technologies, la santé au travail, etc.

La responsabilité de chacun est engagée.

Le syndicalisme en articulation avec tous les autres mouvements sociaux doit contribuer à restaurer le tissu social et être le lieu d'où chacun s'organise dans le travail, et y exercer sa responsabilité sociale.

Aujourd'hui, à l'approche du XXI<sup>e</sup> siècle, le syndicalisme doit s'ouvrir et forger les instruments d'une transformation sociale.

Le premier acte de ce projet est que chaque individu dans son travail et dans sa vie sociale demeure intransigeant sur le respect des ses droits comme l'ont démontré de manière exemplaire les travailleurs de la Tribune de Genève.

Eric Decours